

Casques et boucliers de maintien de l'ordre pour les personnels de l'administration pénitentiaire

N° 24PS5029_L01 : Fourniture et livraison de casques d'intervention

***N° 24PS5029_L02 : Fourniture, livraison et maintenance de boucliers
de maintien de l'ordre et de protection individuelle***

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

MARCHÉ ALLOTI (LOTS SÉPARÉS)

Fournitures

Code de la commande publique

(Issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019 portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique)

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

**DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES :
MERCREDI 15 OCTOBRE 2025 A 14H00**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 – PROCÉDURE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 – FORME ET MONTANTS DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 6 – VARIANTES ET OPTIONS	4
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE	4
7.1 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT	4
7.2 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	4
7.3 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D’OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS.....	5
7.4 – MODALITES DE REPONSE ELECTRONIQUE	5
ARTICLE 8 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
8.1 – LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	8
8.2 - LES DOCUMENTS CONSTITUANT L’OFFRE.....	8
8.3 – LES ECHANTILLONS DES PRODUITS.....	9
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’ENVOI ET REMISE DES PLIS	9
9.1 – REMISES DES PLIS	9
9.2 - REMISE DES ECHANTILLONS.....	10
ARTICLE 10 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DES OFFRES	10
10.1 – OUVERTURE DES PLIS	10
10.2 – EXAMEN DES CANDIDATURES.....	10
10.3 – EXAMEN DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS	11
10.4 – CRITERES DE SELECTION DES OFFRES DU MARCHÉ	11
10.5 – PRECISIONS DEMANDEES AUX CANDIDATS	12
10.6 – MISE AU POINT DU MARCHÉ.....	12
10.7 – MODALITES D’ATTRIBUTION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	13
ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	13

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent contrat est passé au nom et pour le compte de l'État, ministère de la Justice, Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique.

La DAP est domiciliée au 13, place Vendôme – 75042 Paris cedex 01.

ARTICLE 2 – PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Les prestations sont réparties en deux (2) lots, faisant chacun l'objet d'un marché distinct comme suit :

- ✓ lot 1 : Fourniture et livraison de casques d'intervention pour les personnels de l'administration pénitentiaire
- ✓ lot 2 : Fourniture, livraison et maintenance de boucliers de maintien de l'ordre et de protection individuelle

ARTICLE 4 – FORME ET MONTANTS DU MARCHÉ

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire ; il s'exécute par l'émission de bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximal indiqué ci-dessous en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique (CCP).

L'émission de bons de commande peut intervenir seulement pendant la durée de validité du marché, et dans les conditions prévues à l'article 5 du CCAP.

Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau de prix unitaires.

En prenant en compte des conclusions de l'arrêt Simonsen & Well A/S, Aff.C-23/20 du 17 juin 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) relatif à la fin des accords-cadres sans montant maximal, le marché présent est conclu avec un montant maximal.

Dès que ce montant maximal du marché est atteint, le marché cesse de produire ses effets.

Les montants estimatifs et maximaux des marchés sont exprimés dans les tableaux ci-dessous :

N° lot	Montant estimatif pour la durée totale du marché	Montant maximal du marché
1.	532 000 € HT	1 500 000 € HT
2.	620 067 € HT	1 500 000 € HT

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché est de quarante-huit (48) mois à compter de la date de sa notification au titulaire.

ARTICLE 6 – VARIANTES ET OPTIONS

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

En revanche, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, la réalisation d'achat de fournitures complémentaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou groupées et/ou en présentant des sous-traitants (dans la limite fixée à l'article Article L2193-1 et suivants du CCP ou d'autres opérateurs économiques dans les conditions suivantes) :

7.1 – Modalités de réponse en cas de groupement

- ✓ **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. **Néanmoins, dans ce cas :**

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité.

- ✓ Les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.
- ✓ Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, la DAP les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, elle imposera, au sens de l'article R.2142-3 du code de la commande publique la forme du groupement solidaire dans la mesure où cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.
- ✓ Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

7.2 – modalités de réponse en cas de sous-traitance

En application de l'article L2193-1 du CCP, seuls les services proposés par les candidats pourront faire l'objet d'une sous-traitance.

7.3 – Modalités de réponse en cas de prise en compte dans la réponse de la capacité d’opérateurs économiques autres que des co-traitants ou des sous-traitants

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d’autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l’avis de publicité ;

et

- justifier qu’il en disposera pour l’exécution du marché en produisant un engagement écrit de l’opérateur.

7.4 – Modalités de réponse électronique

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée à l’article 11.1 ci-dessous est nul et non avenue.

Sur la plateforme de la DAP, les candidats peuvent disposer d’une aide pour les procédures électroniques. Cette aide détaille les modalités à suivre pour le dépôt des candidatures et des offres.

L’entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l’offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la DAP peut faire l’objet par ce dernier d’un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n’avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les opérateurs économiques déposent leurs offres dématérialisées sur la plateforme des achats de l’Etat (PLACE) indiquée à l’article 11.1 du présent règlement de la consultation.

Les actes d’engagement transmis par les candidats avec leurs offres sont signés au moyen d’un certificat de signature électronique de niveau 2, qui garantit notamment l’identification du candidat.

Par application de [l’arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique](#) dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l’outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l’un des trois formats acceptés.

1) LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité demandé (niveau 2).

¹ Le jeton d’horodatage peut être enveloppé dans le fichier d’origine ou bien apparaître sous la forme d’un fichier autonome (non enveloppé)

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>
- <https://eidas.ec.europa.eu/efda/trust-services/browse/eidas/tls>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2nd cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation de l'Etat « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité demandé (niveau 2), et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

2) L'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2) OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.

- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la **procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est obligatoire ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support physique électronique. Celle-ci devra être dans une enveloppe cachetée portant la mention

« COPIE DE SAUVEGARDE : marché n° 24PS5029 - NE PAS OUVRIR »

- soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou équivalent) à l'adresse suivante : ministère de la Justice - Direction de l'administration pénitentiaire – Sous-direction du pilotage et du soutien des services – PS5 Bureau de la performance – Pôle achats – 13, place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01
- soit remise contre récépissé, les jours ouvrables, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 à l'accueil de la Direction de l'administration pénitentiaire, bâtiment Olympe de Gouges (Millénaire 3), 35 rue de la Gare, 75019 PARIS

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique - doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la DAP,
- lorsqu'une candidature et une offre ont été transmises par voie électronique, mais ne sont pas parvenues à la DAP dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'ont pas pu être ouvertes, la DAP procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

ARTICLE 8 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- les documents relatifs à la candidature,
- les documents constituant l'offre,
- des échantillons des produits.

Il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;

- s'en tenir à apporter une réponse aux questions posées et aux exigences formulées par la DAP.

8.1 – Les documents relatifs à la candidature

- **la lettre unique de candidature (imprimé DC1 à jour ou équivalent)** dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de groupement, par l'ensemble des membres du groupement ou une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
 - NB : pour les entreprises non établies en France, ces documents sont à fournir au vu des règles d'effet équivalent du pays d'établissement.
- **la déclaration sur l'honneur ou déclaration du candidat : (imprimé DC2 à jour ou équivalent)** dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ;
- **en cas de présentation d'un sous-traitant dans le dossier de candidature, une déclaration de sous-traitance** (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 euros T.T.C.) via le formulaire DC4 ou équivalent ;
- **en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises** : les documents listés à l'article 7.1 (DC1) – Modalités de réponse en cas de groupement, ci-dessus ;
- **en cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire** : la copie du jugement prononcé ;
- **les attestations sur l'honneur et documents des articles L 8254-1 et D 8222-5 et D 8254-2 ou D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail** ;
- **un extrait de Kbis ou le numéro unique communiqué par l'INSEE** ;
- **un relevé d'identité bancaire ou postal.**

Les formulaires sont téléchargeables sur le site du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

8.2 - Les documents constituant l'offre

Le candidat devra remettre impérativement les documents suivants (sous peine de rejet) :

1. l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat ;
2. le bordereau des prix unitaires (BPU) complété ;
3. le cadre de réponses techniques (CRT) dûment complété ;
4. les fiches techniques nominatives de l'ensemble des produits du BPU, ainsi que les rapports de tests réalisés en laboratoire ;
5. les échantillons gratuits selon les modalités de l'article 9.2 du présent RC ;
6. tous autres éléments utiles à la présentation de l'offre.

L'offre devra être rédigée en langue française et exprimée en euros.

Toute offre irrégulière sera écartée.

L'absence de transmission dans les délais impartis du BPU, du cadre de réponse technique ou des échantillons ne peut donner lieu à une régularisation de l'offre du candidat. En revanche, en cas d'absence d'informations demandées, l'administration **se réserve le droit** de régulariser l'offre du candidat ou de demander des compléments d'informations.

Dans ce cas, ils doivent être fournis dans les 5 jours suivant l'envoi de la demande par la DAP via la plateforme de dématérialisation. Le jour d'envoi de la demande et le jour de réception ne sont pas comptabilisés.

8.3 – Les échantillons des produits

Afin de réaliser un examen technique des produits de la présente consultation, le candidat est tenu d'échantillonner les fournitures demandées. Les conditions de remise des échantillons sont prévues à l'article 9.2 du présent document.

Il est demandé au candidat de déposer **deux casques, deux petits boucliers et deux grands boucliers, emballés dans les sacs de transport correspondants**, accompagnés des fiches techniques et les rapports des tests **rédigés en français**.

Le produit est livré dans son emballage commercial d'origine et comporte une étiquette mentionnant l'intitulé du produit, sa référence commerciale, le nom du candidat et le numéro de consultation.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ENVOI ET REMISE DES PLIS

9.1 – Remises des plis

Les candidats déposent leur offre dématérialisée (hors échantillons) sur le site de la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr

Le candidat qui présente une offre de base et une offre variante à la fois est invité à distinguer clairement dans sa réponse ce qui relève de l'offre de base et ce qui relève de l'offre variante.

TRES IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.
- ✓ Le jour de la date limite de remise des plis est indiqué sur la page de garde du présent document.
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqués sur la page de garde.
- ✓ La période de validité d'une offre présentée par un candidat est **de cent quatre-vingts (180) jours** à compter de la date limite de remise des offres.
- ✓ **L'attention des candidats est attirée sur le bon paramétrage de leur compte PLACE et notamment sur la correspondance entre le SIRET renseigné sur l'AE et celui du profil PLACE**

9.2 - Remise des échantillons

Les échantillons seront transmis sous emballage unique avec la mention suivante :

« NE PAS OUVRIR – APPEL D’OFFRES n° 24PS5029 – ÉCHANTILLONS - NOM DU CANDIDAT »

Les échantillons devront être envoyés à l’adresse suivante :

**Ecole Nationale d’Administration Pénitentiaire (ENAP)
Services des SPORT/TIO
440, avenue Michel Serres, CS 10028
47916 AGEN CEDEX 9**

Personne à contacter : laurent.deuze@justice.fr
Jerome.chapoulie@justice.fr

Le candidat s’engage, sous peine de voir son offre déclarée irrégulière, à livrer les échantillons, les fiches techniques des produits demandés et les rapports des essais avant la date et l’heure limites de remise des offres.

Les échantillons des candidats évincés pourront être restitués à leur demande. Cependant, ils feront l’objet de tests et donc des dégradations pourront être réalisés sur les produits. Aucun dédommagement ne pourra être exigé.

ARTICLE 10 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DES OFFRES

10.1 – Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l’heure limites de réception des offres annoncées dans l’avis d’appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

10.2 – Examen des candidatures

L’examen des candidatures se fera au regard des capacités techniques, financières et professionnelles.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par la DAP s’il est objectivement dans l’impossibilité de produire l’un des renseignements demandés dans l’avis de publicité pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d’un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d’affaires, compte de résultats etc.).

A l’issue de l’examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- les candidats en redressement judiciaire dont la période d’observation est inférieure à la durée d’exécution du marché si le candidat change de situation au regard des motifs d’exclusion mentionnés à l’article L.2141.12 du code de la commande publique ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique ;
- Les candidats ne présentant pas les capacités financières et techniques suffisantes ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

10.3 – Examen des offres et des échantillons

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions des articles R.2152-3 et R.2152-2 du code de la commande publique.

Attention, seront déclarées non conformes les offres ne respectant une ou plusieurs caractéristiques techniques décrites dans le CCTP.

10.4 – Critères de sélection des offres du marché

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-8 du code de la commande publique. Il ne pourra pas y avoir de négociations avec les candidats.

Le marché à conclure sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée telle sur la base des critères d'attribution des marchés.

Pour le lot 1 Casques d'intervention, les critères d'attribution sont énumérés ci-après :

Valeur technique de l'offre : 50 points

La valeur technique de l'offre sera appréciée en fonction des critères ci-dessous :

- ❖ critère 1 : confort du port : 15 points
- ❖ critère 2 : réglage du casque : 10 points
- ❖ critère 3 : fonctionnalité : 10 points
- ❖ critère 4 : ergonomie : 5 points
- ❖ critère 5 : service après-vente : 10 points
 - sous-critère 5.1 : délai de livraison : 5 points
 - sous-critère 5.2 : garantie : 5 points

Valeur financière de l'offre : 40 points

La valeur financière de l'offre sera appréciée selon un scénario estimatif de commande.

Développement durable : 10 points

Dispositions prises par les candidats pour favoriser le développement durable.

Pour le lot 2 Boucliers de maintien de l'ordre, les critères d'attribution sont énumérés ci-après :

Valeur technique de l'offre : 50 points

La valeur technique de l'offre sera appréciée en fonction des critères ci-dessous :

- ❖ critère 1 : ergonomie : 15 points
- ❖ critère 2 : fonctionnalité : 15 points
- ❖ critère 3 : réglage du bouclier : 10 points
- ❖ critère 4 : service après-vente : 10 points
 - sous-critère 4.1 : délai de livraison : 5 points
 - sous-critère 4.2 : garantie : 5 points

Valeur financière de l'offre : 40 points

La valeur financière de l'offre sera appréciée selon un scénario estimatif de commande.

Développement durable : 10 points

Dispositions prises par les candidats pour favoriser le développement durable.

10.5 – Précisions demandées aux candidats

Des précisions pourront être demandées au candidat :

- soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée,
- soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

10.6 – Mise au point du marché

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles.

10.7 – Modalités d'attribution du marché

La DAP choisira l'offre économiquement la plus avantageuse. Les offres de base et variantes seront classées par ordre décroissant.

Conformément à l'article R.2143-11 du code de la commande publique et à l'article L 8254-1 du code du travail, le candidat retenu devra produire **dans un délai maximum de cinq jours ouvrés** à compter de la demande effectuée par la DAP à l'issue de la sélection des offres :

➤ **si le candidat est établi en France :**

1° les certificats fiscaux et sociaux disponibles justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant (**sauf si ces certificats ont été produits dans le dossier de candidature**).

2° les pièces demandées à l'article D 8222-5 du code du travail

et, s'il emploie des salariés étrangers :

3° la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

➤ **si le candidat est établi à l'étranger :**

1° les certificats fiscaux et sociaux établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou si elle n'existe pas, par une déclaration solennelle devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays².

2° les pièces demandées aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

et, s'il détache sur le territoire français des salariés pour l'exécution du marché :

3° la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Le choix sera définitif lorsque le candidat aura fourni ces documents.

² Le site officiel de la Commission européenne met en ligne des informations générales sur les certificats et sur les listes officielles d'opérateurs économique agréés ainsi que des modèles de certificats délivrés par les états membres : http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/2004_18/index_fr.htm

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La DAP se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de six (6) jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir une demande écrite 10 jours avant la date limite de remise des offres via la plateforme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr.

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.